



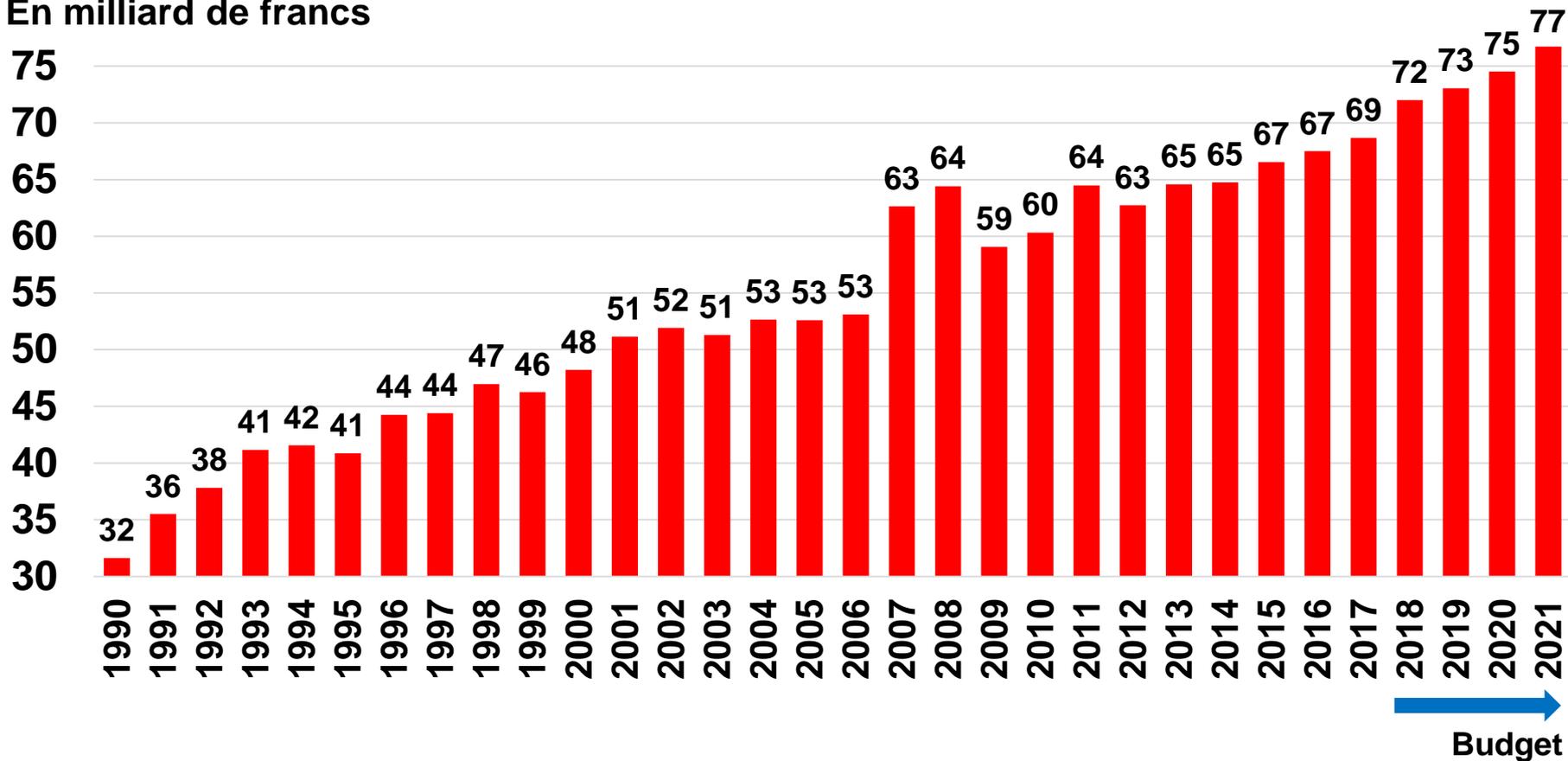
Document de fond économique 2018

La libre circulation des personnes nuit au marché libéral du travail !

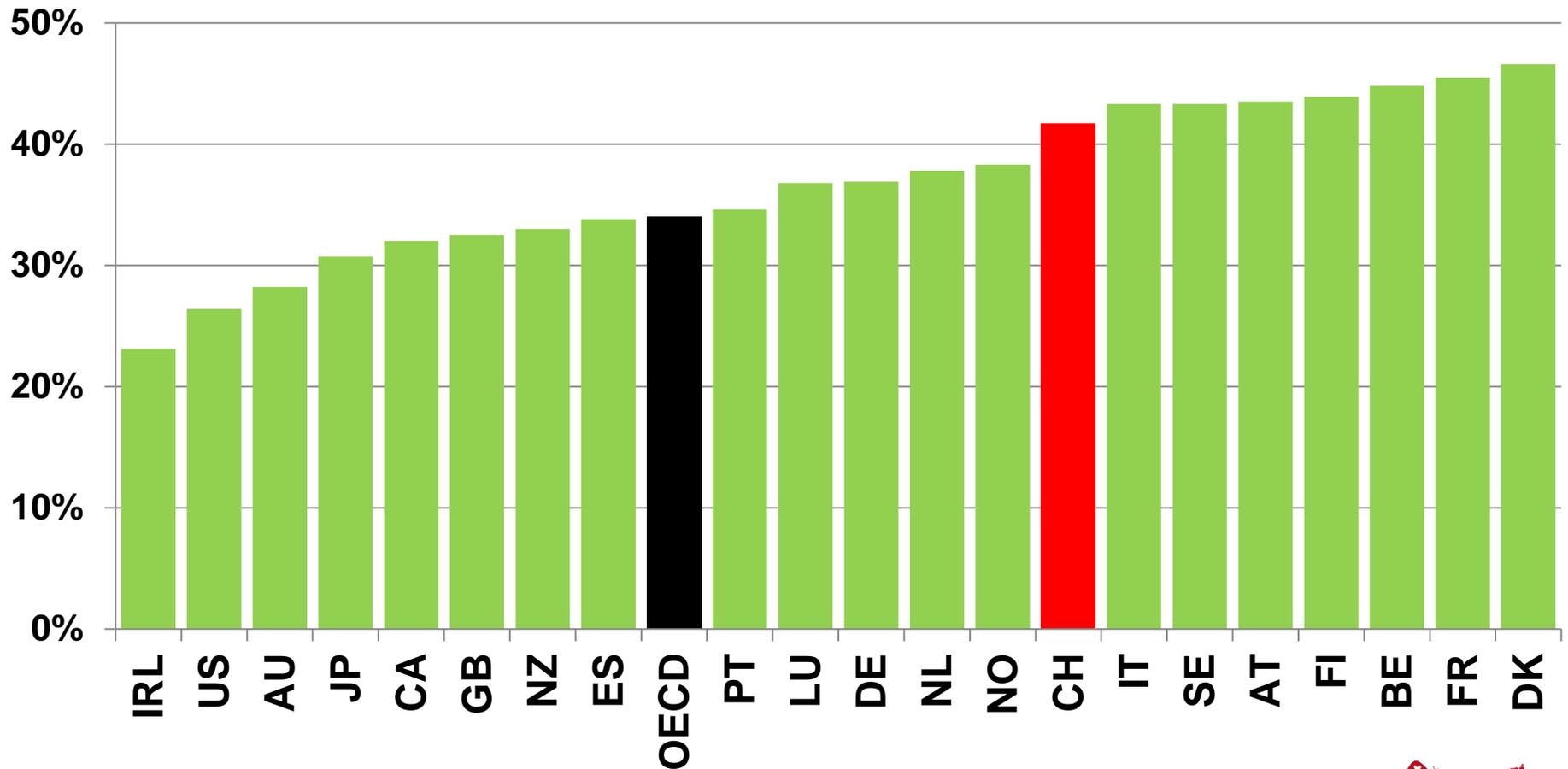
**30 janvier 2018
Centre de presse, Berne**

Les dépenses démesurées de la Confédération 1990 - 2020

En milliard de francs



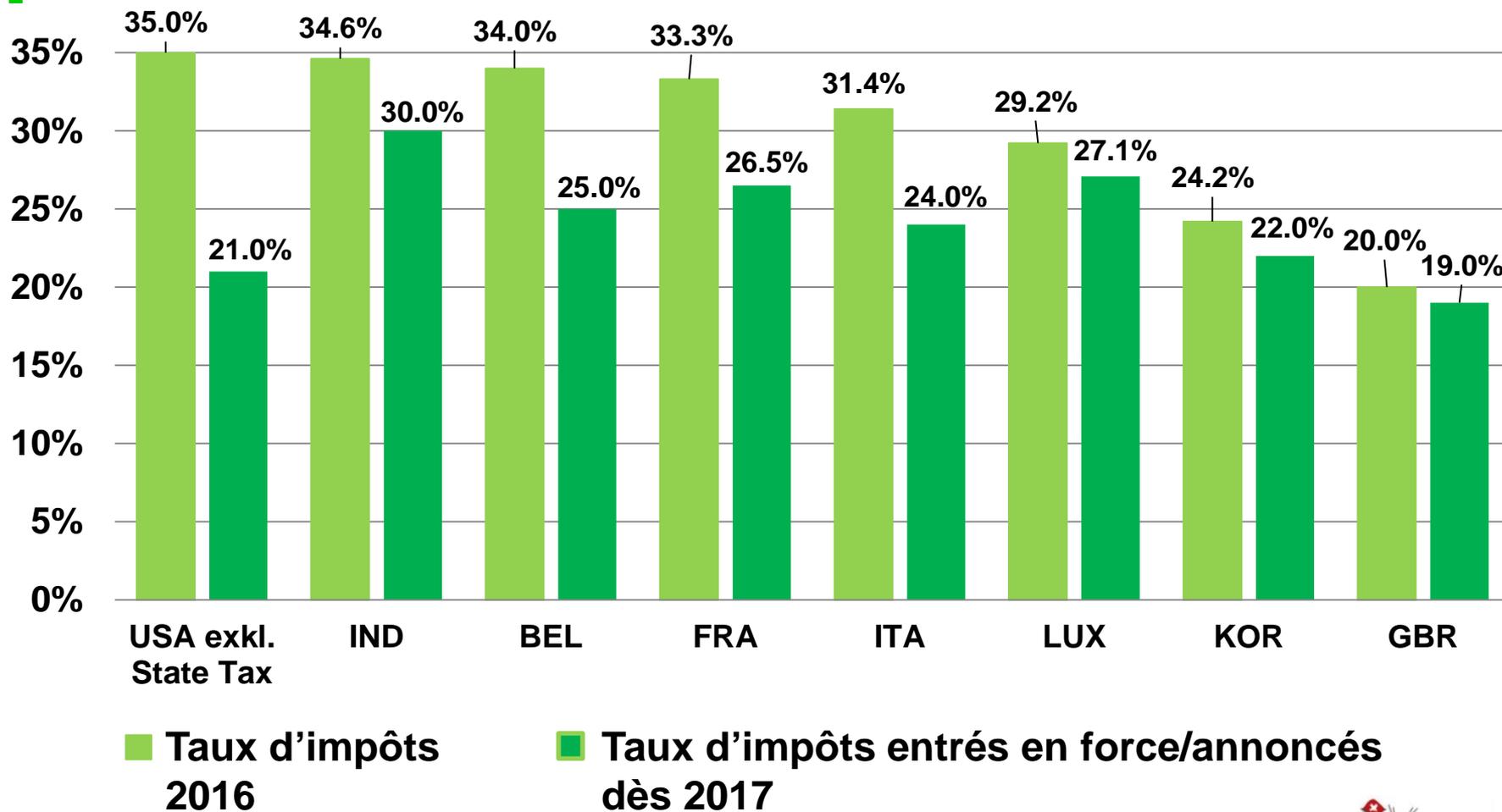
La quote part fiscale de la Suisse est bien plus élevée que celle de la moyenne de l'OCDE



Exigences de l'UDC

- **Mise en ordre d'un examen détaillé des dépenses de l'Etat (Mo. UDC)**
- **Analyse et réductions des dépenses fixes (Mo. UDC)**
- **Introduction du référendum financier (Initiative parl. UDC)**

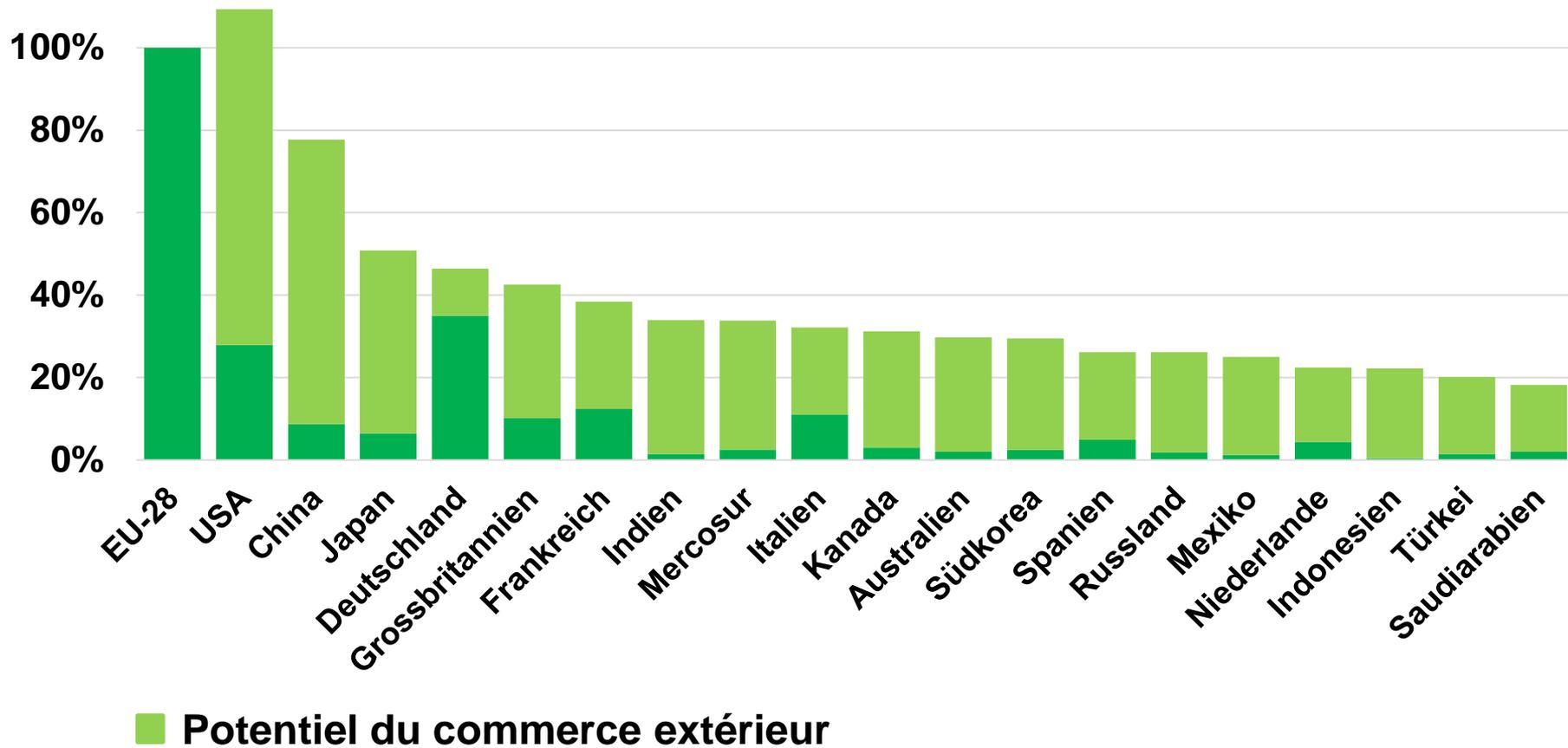
Plusieurs pays baissent le taux d'impôts des entreprises



Exigences de l'UDC

- Mise en oeuvre rapide et efficace du Projet fiscal 17
- Suppression du droit de timbres
- Elevation de la soumission de payer la TVA à 150'000 francs (In. parl. Hess)
- Libérer de la TVA tous les impôts de consommation, taxes et redevances perçus par la Confédération (Mo. Knecht)
- Diminution générale du taux d'impôt
- Impôt anticipé et droits de timbre. Aligner les règles de la prescription sur celles applicables à la TVA (Mo. Aeschi)

Négociier de bons accords de libre-échange: Exploiter le potentiel du commerce extérieur !



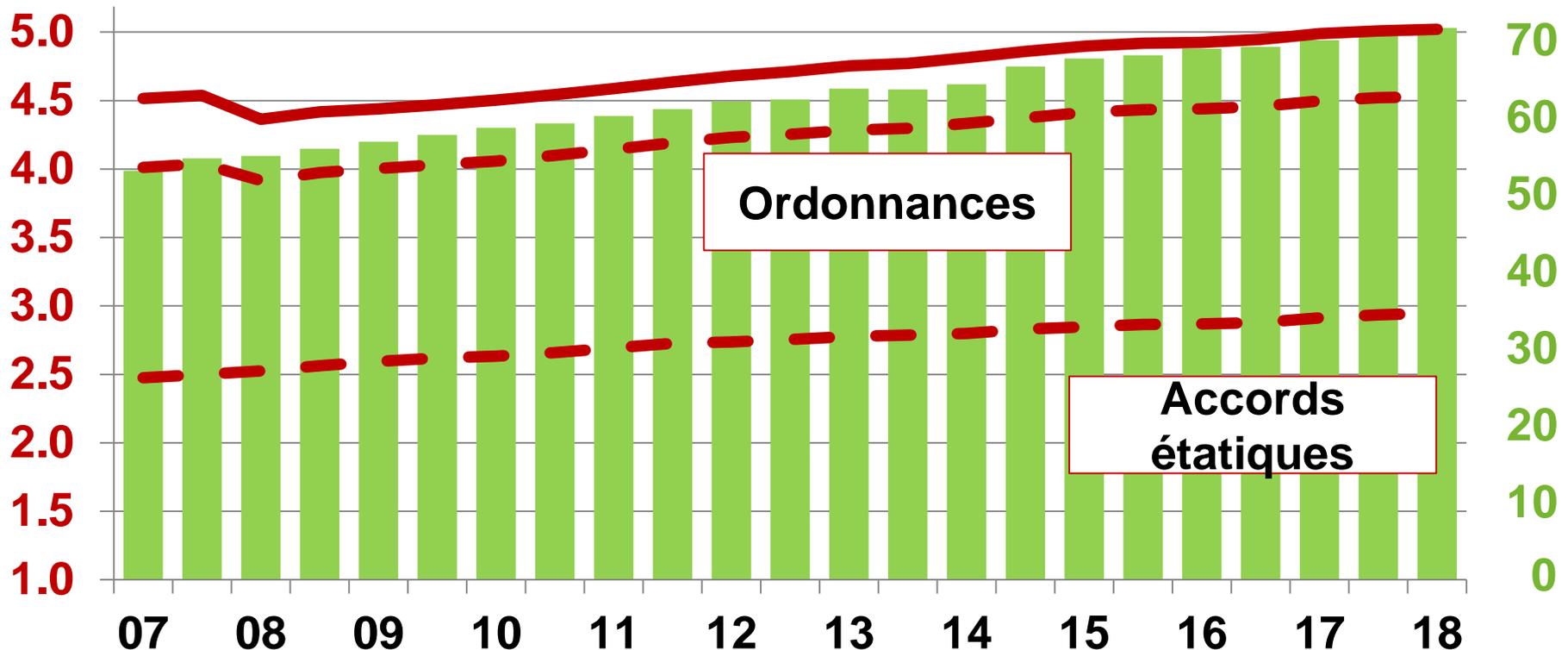
Exigences de l'UDC

- **Bons accords de libre-échanges avec tous les Etats (pas seulement l'UE)**
- **Accord bilatéral avec la Grande-Bretagne**
- **Evaluation continue du libre-échange avec les USA**
- **Optimiser l'accord de libre-échange avec la Chine**
- **Nouvel accord avec le Japon**
- **En général: tenir compte des intérêts de l'agriculture**

5'020 décrets fédéraux +140 pages/semaine → c'est trop !

en 1'000

En millier de pages



■ Nombre de décrets

■ Nombre de pages

Exigences de l'UDC

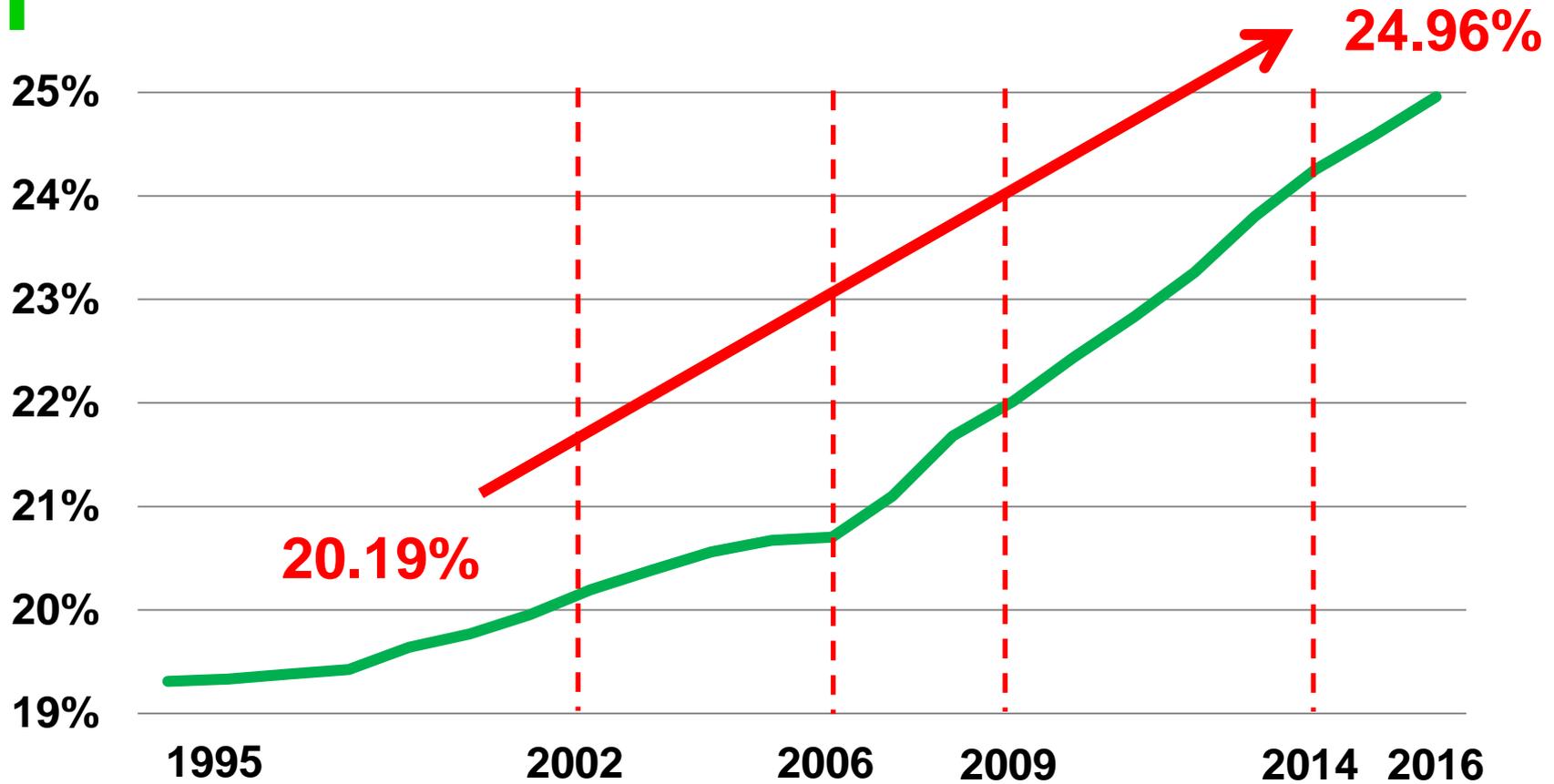
- **Analyse obligatoire de la qualité de la réglementation dans le rapport explicatif accompagnant la procédure de consultation (Mo. Knecht)**
- **Frein aux régulations: plafonner le coût total annuel des nouvelles réglementations (Mo. Bigler)**
- **One in - One/Two out (Mo. Martullo, In. parl. Vogt)**
- **Limitation des décrets (clause sunset) (In. parl. Vogt)**
- **Loi sur la réduction des charges administratives (Mo. Sollberger)**
- **Analyses ultérieures avec arrêtés d'abrogation**

Marché du travail libéral – force traditionnelle de la Suisse

Liberté contractuel entre l'employeur et l'employé dans les domaines du salaire, des prestations sociales, temps de travail, vacances, protection contre le licenciement, etc

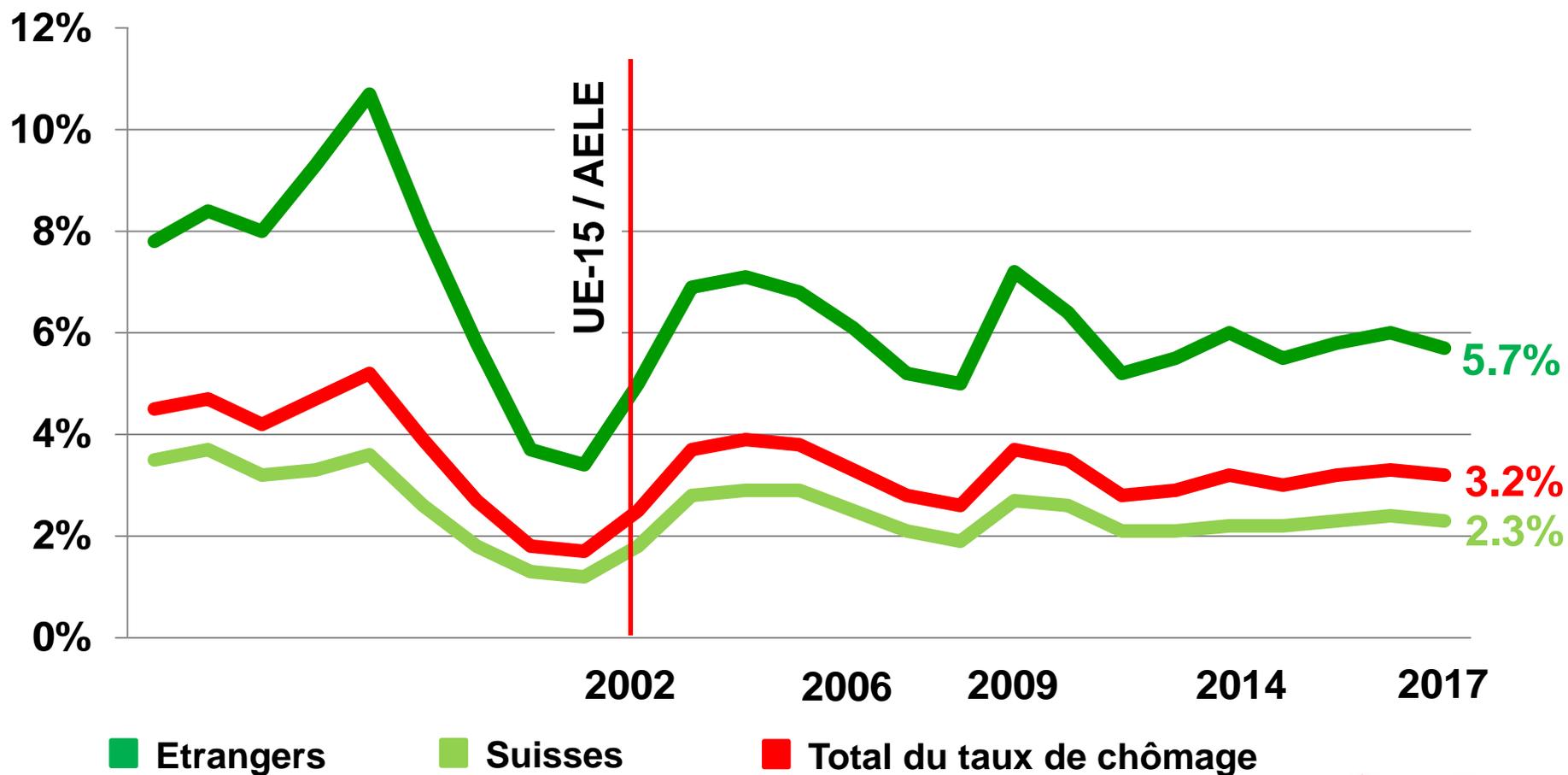
- Paix du travail**
- Confiance et responsabilité**
- Influence réduite des syndicats et de l'Etat**
- Adaptations rapides dans un environnement changeant**

Chaque extension de l'ALCP amène de plus en plus d'étrangers



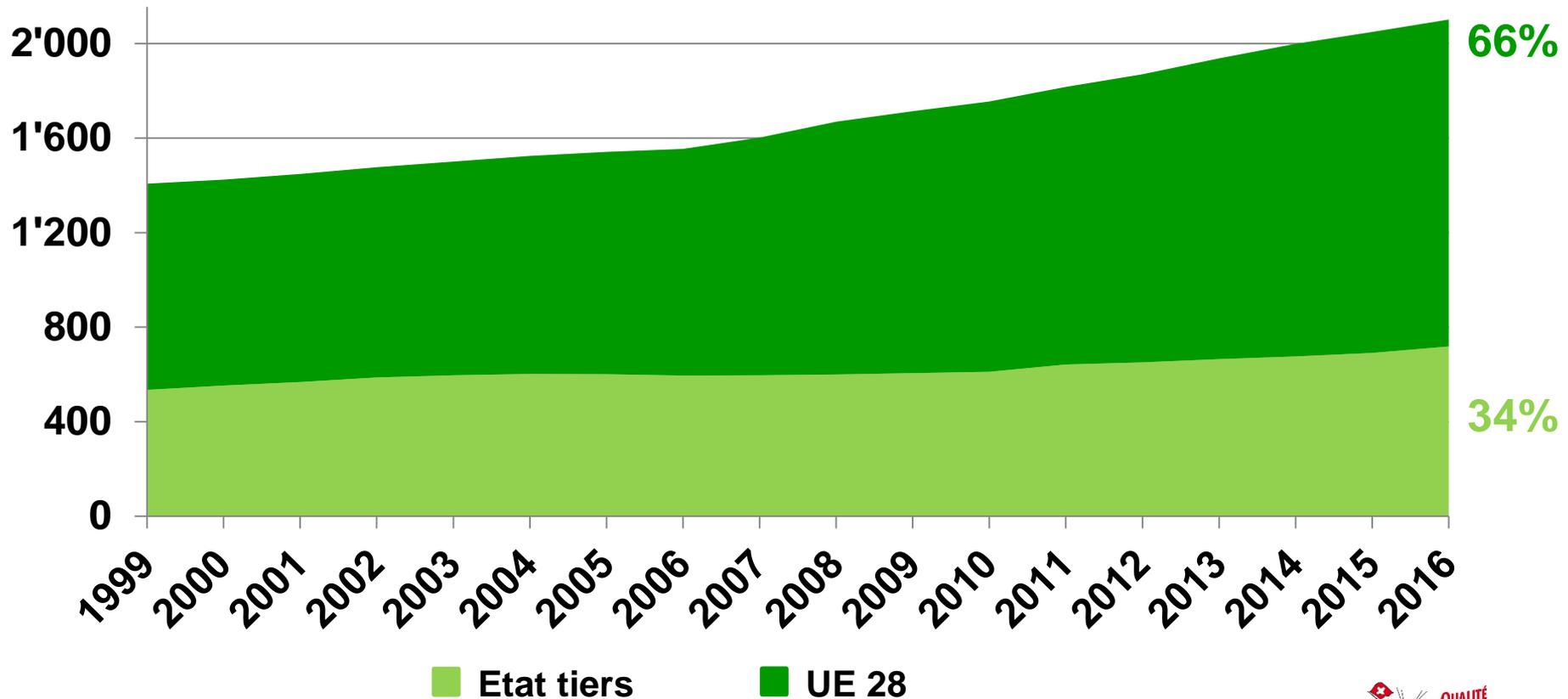
■ Part des étrangers

Les étrangers sont de plus de deux fois plus souvent au chômage que les Suisses !



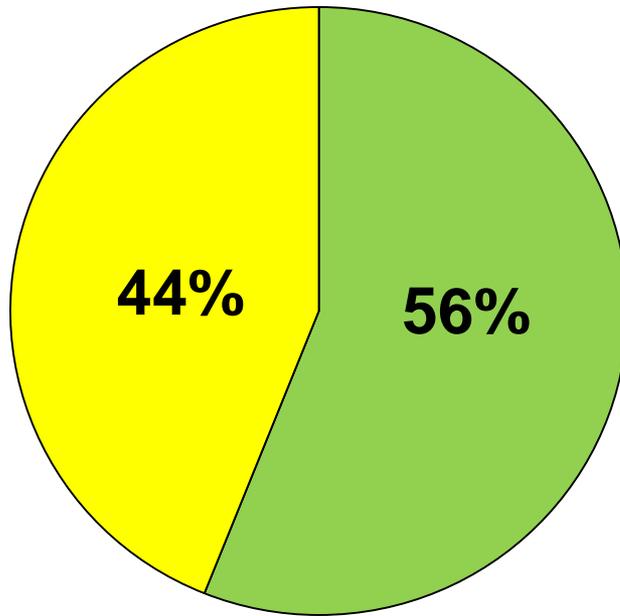
Répartition des étrangers en Suisse selon la nationalité

En milliers



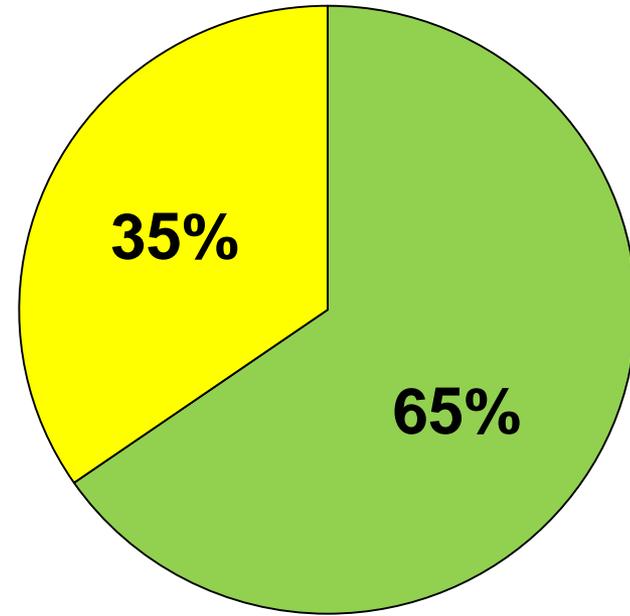
Dans quels domaines travaillent la plus grande partie des étrangers ?

Restauration



2016

Construction

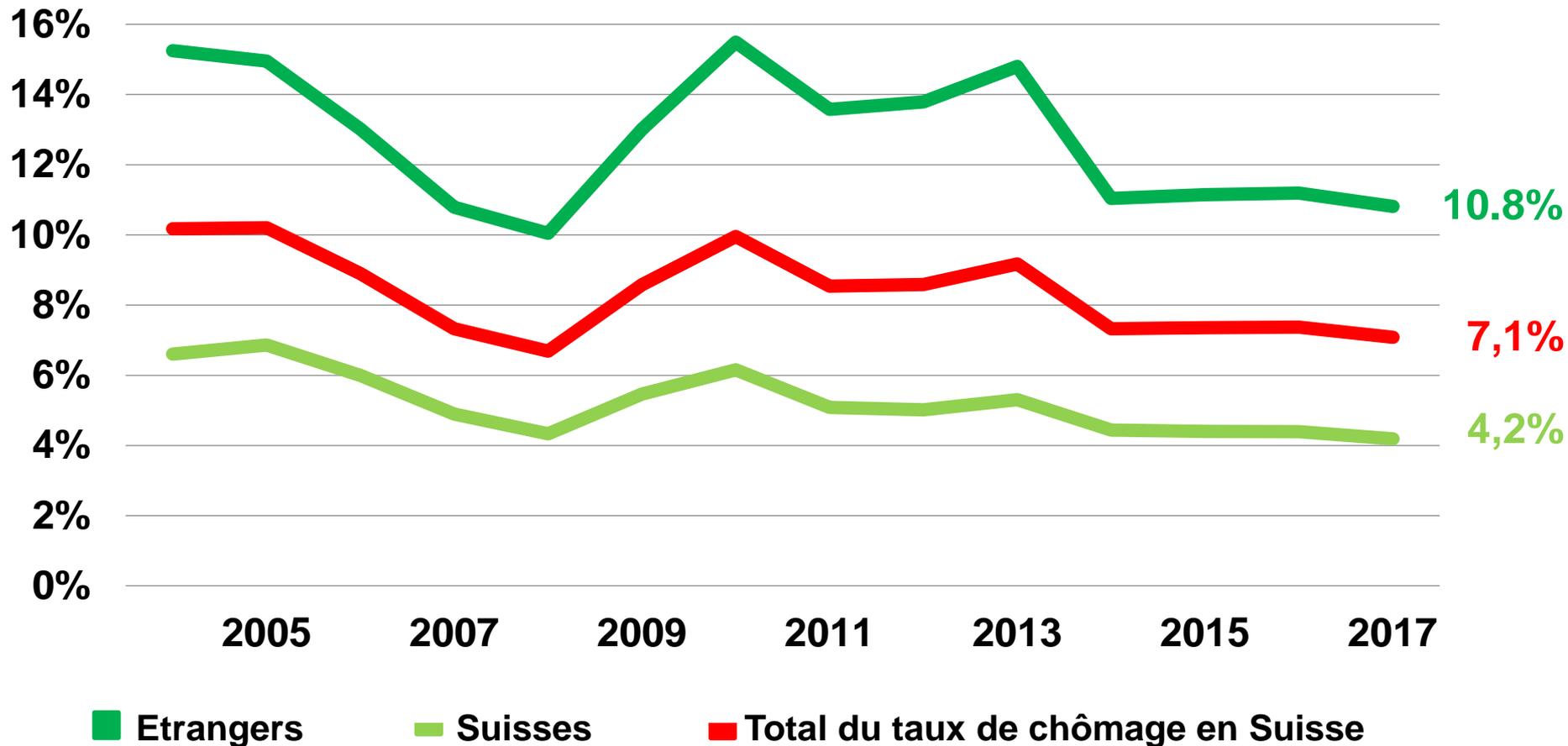


2016

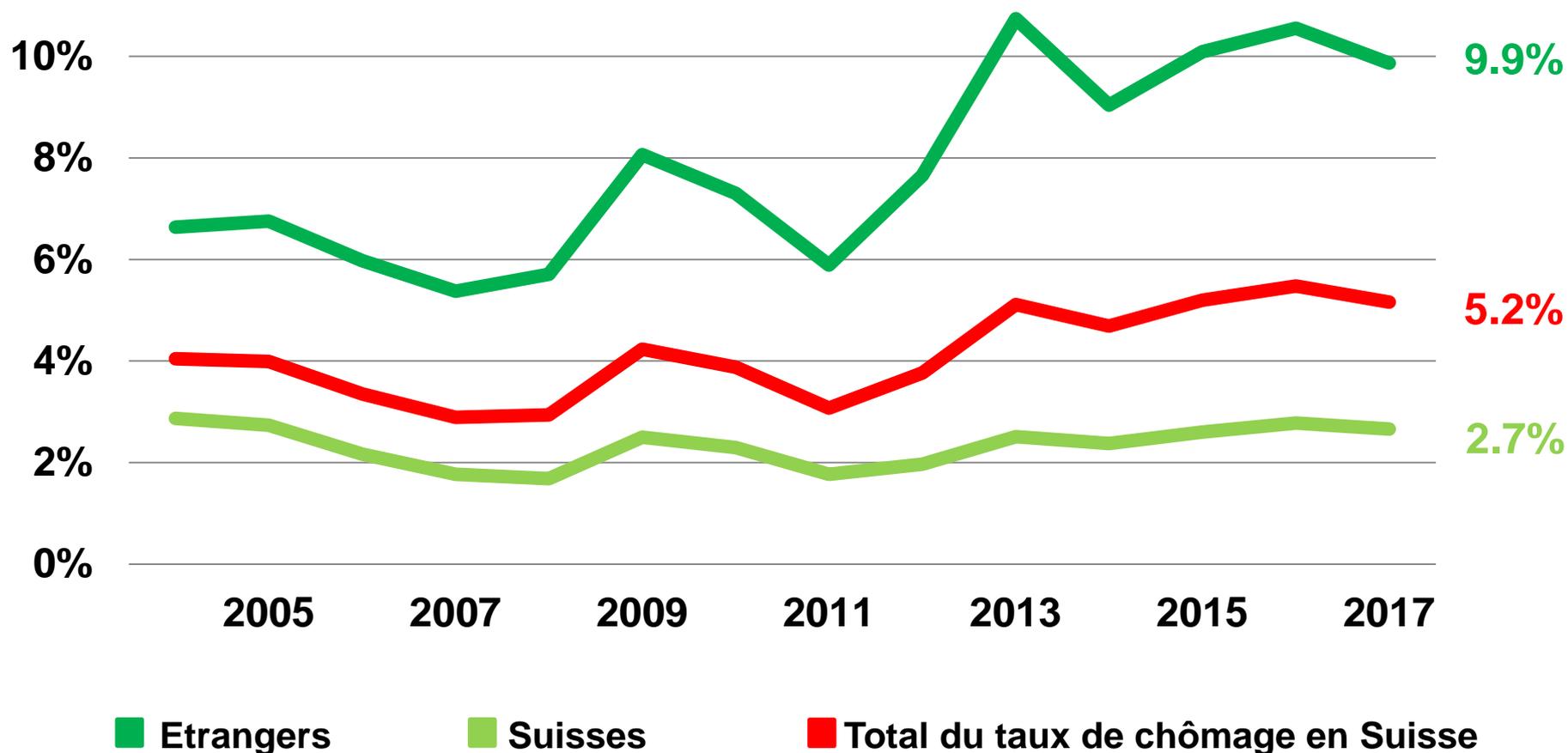
■ Etrangers

■ Suisses

Restauration: 11% de chômage des étrangers



Construction: 10% de chômage des étrangers. Forte augmentation malgré les mesures d'accompagnement

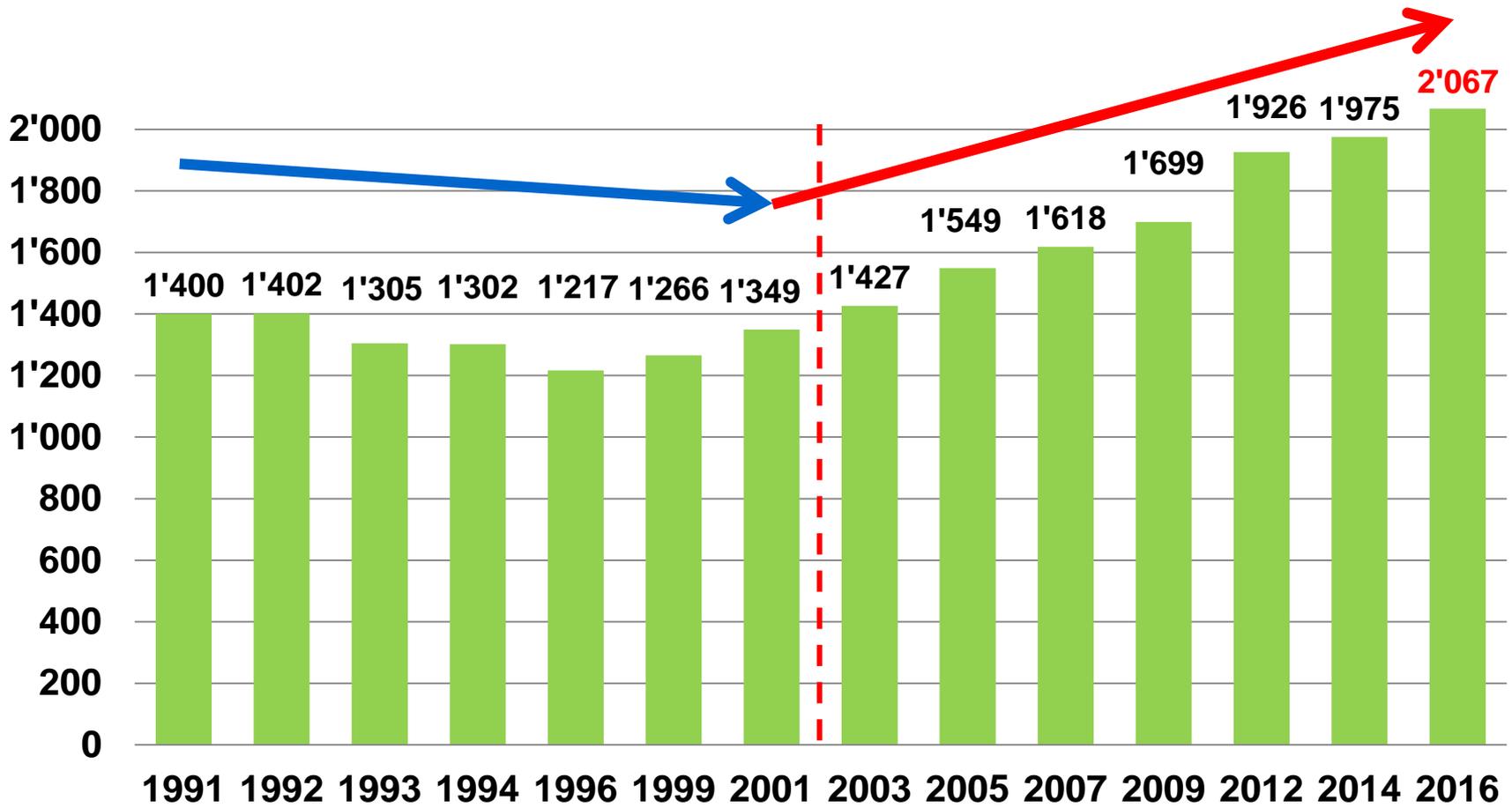


Mesures d'accompagnement (2004)

- Surveillance étatique et déclaration de force obligatoire générale sur les salaires «suisses» et les conditions d'embauche
 - Organe de contrôle: commission tripartite cantonale (Etat, employeurs, syndicats)
 - Salaires minimaux, temps de travail, CTT
 - Organe d'exécution: commission paritaire (employeurs, syndicats)
 - exécution, contrôles, amendes
- La liberté contractuelle et le marché du travail libéral seront éliminés

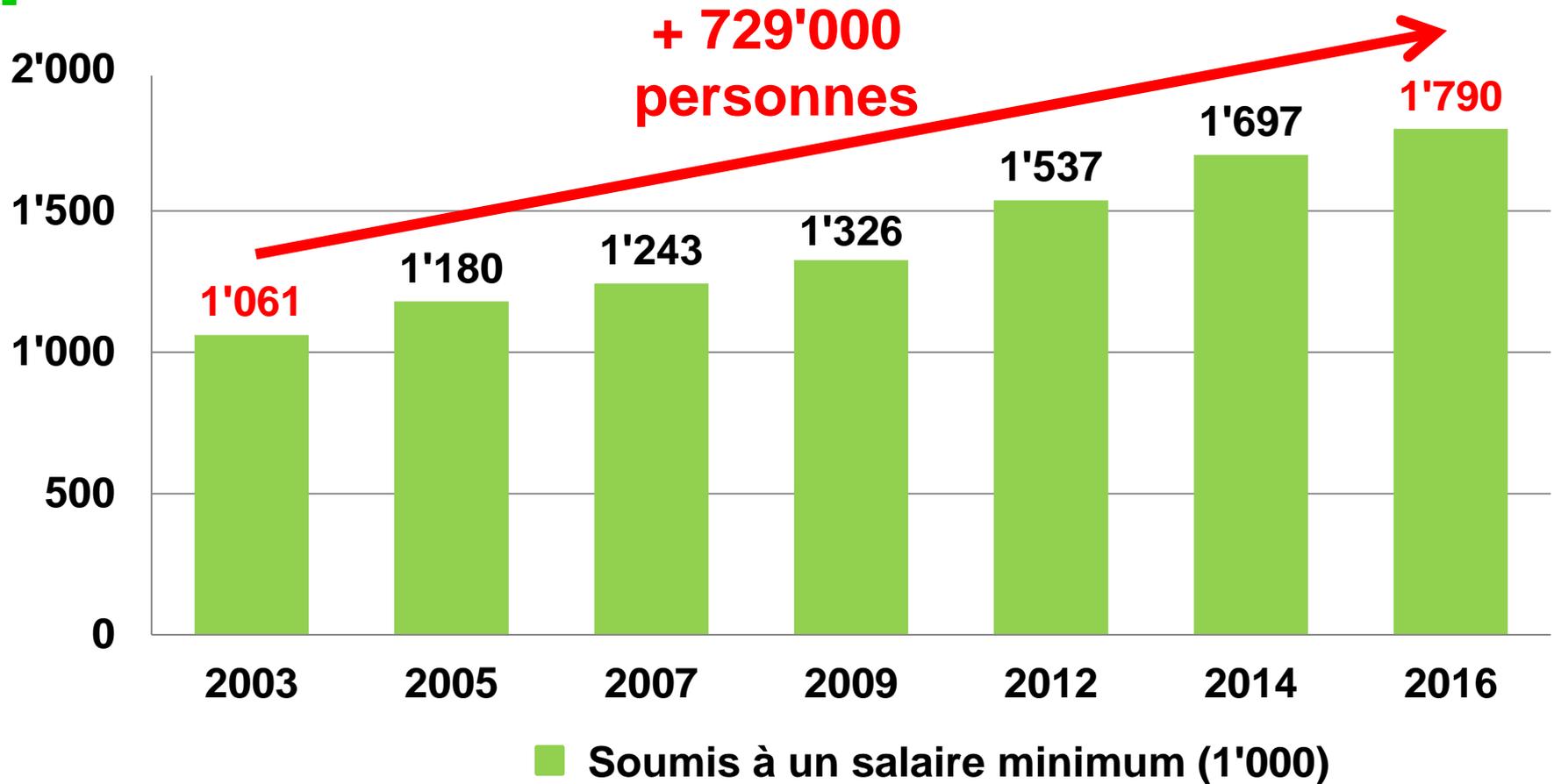
Forte augmentation des CCT

50% des employés sont soumis à une CCT



■ Employés soumis à une CCT, par millier

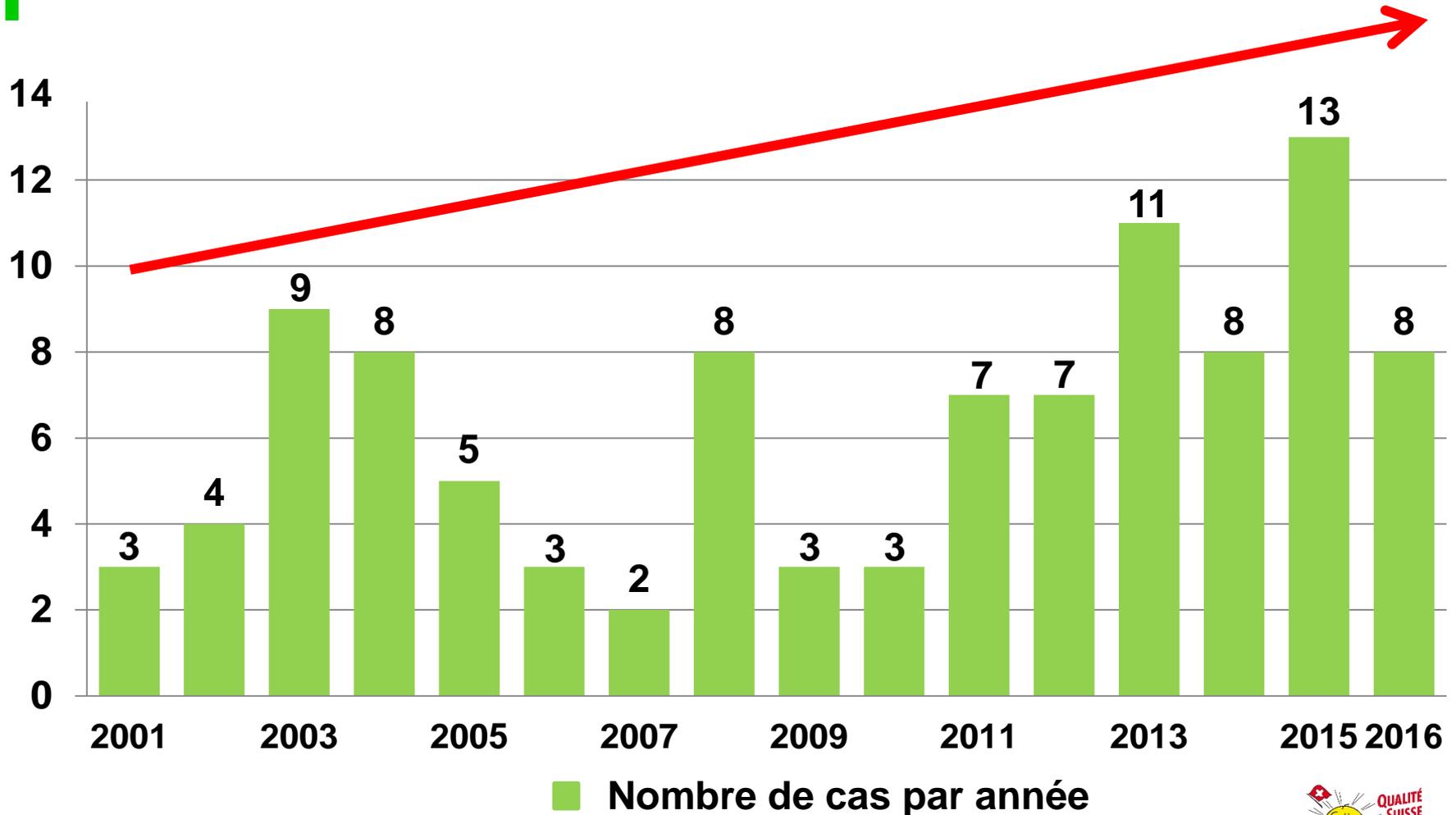
Un tiers des employés travaille dans une branche avec un salaire minimum



Quelle:

BFS, Verzeichnis der Gesamtarbeitsverträge in der Schweiz (2003). BFS, Die Erhebung der Gesamtarbeitsverträge in der Schweiz 2003 (2005). BFS, Die Erhebung der Gesamtarbeitsverträge in der Schweiz 2007 (2009). BFS, Die Erhebung der Gesamtarbeitsverträge in der Schweiz 2009 (2012). BFS, Die Erhebung der Gesamtarbeitsverträge in der Schweiz 2012 (2014). BFS, Die Erhebung der Gesamtarbeitsverträge in der Schweiz 2014 (2016). BFS, Die Erhebung der Gesamtarbeitsverträge in der Schweiz 2016 (2017). BFS, Beschäftigte nach Wirtschaftsabteilung, Quartal, Beschäftigungsgrad und Geschlecht (2017).

Les litiges professionnels (par ex, grèves) ont malgré tout augmenté



Conditions pour une CCT obligatoire généralisée

- Minimum 50% des employeurs / 50% des employés
- En cas d'abus !

Représentants des employeurs: associations patronales, entrepreneurs, délégués

Représentants des employés: syndicats

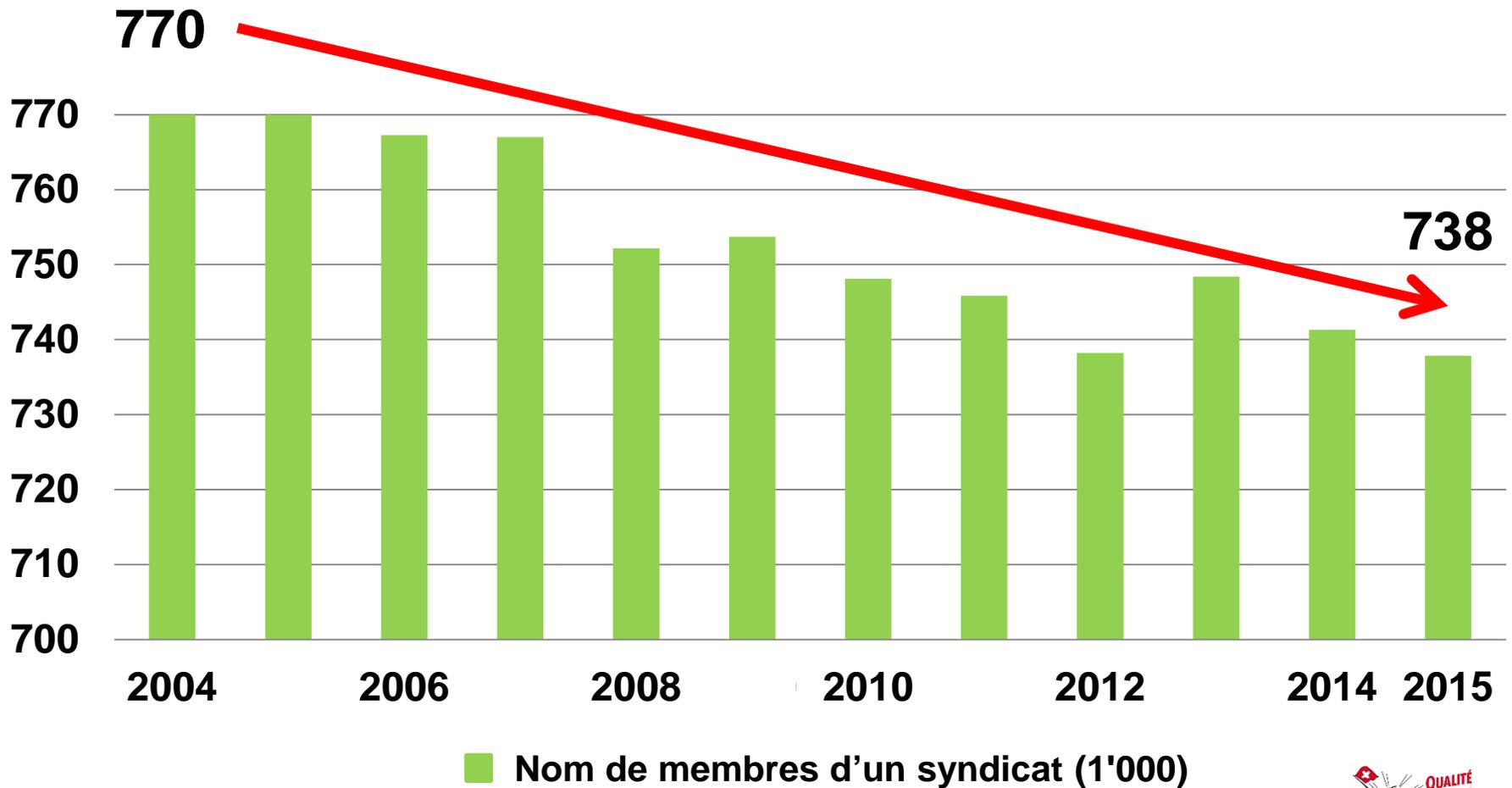
**Recouvrement des cotisations de solidarités
(déduction salariale fixe ou relative)**

→ 25% des employés sont soumis à une CCT étendue !

→ Doublement des CCT étendues depuis 2001

→ Diminution de la concurrence, immobilisme structurel, renchérissement

Syndicats: 15% membres mais représentent plus de la moitié des salariés !





- Association **ASTAG**: 4'200 Membres / Représentants des employeur pour 42'000 Chauffeurs
- Partenariat social depuis plus de dix an avec Association « **Les Routiers Suisses** » (17'000 Chauffeurs)
- Arrêt de la Cour suprême du canton de Berne: L'UNIA ne représente pas la branche (seuls de 2 à 3 % des membres issus de la branche).
Interdiction d'ingérence



Bienvenu chez
FAIRLOG
 Powered by SEV, syndicom and Unia

Il est grand temps de mieux protéger les quelque 250 000 travailleuses et travailleurs des transports et de la logistique ainsi que d'améliorer leurs conditions de travail.

Découvrir FAIRLOG

- Les allégations et les arguments avancés quant à la nécessité impérieuse d'une telle „Alliance“ sont impropres, témoins d'une faible connaissance de la branche, voire même arrogants
- Rapport SECO: **Aucunes** conditions de travail précaires
- La branche du transport routier est l'une des plus réglementées
- Les réels problèmes sont:
 - Stress dû aux embouteillages (infrastructure insuffisante)
 - Dispositions
 - Politique unilatérale

Les véritables intentions de cette FAIRLOG sont évidentes:

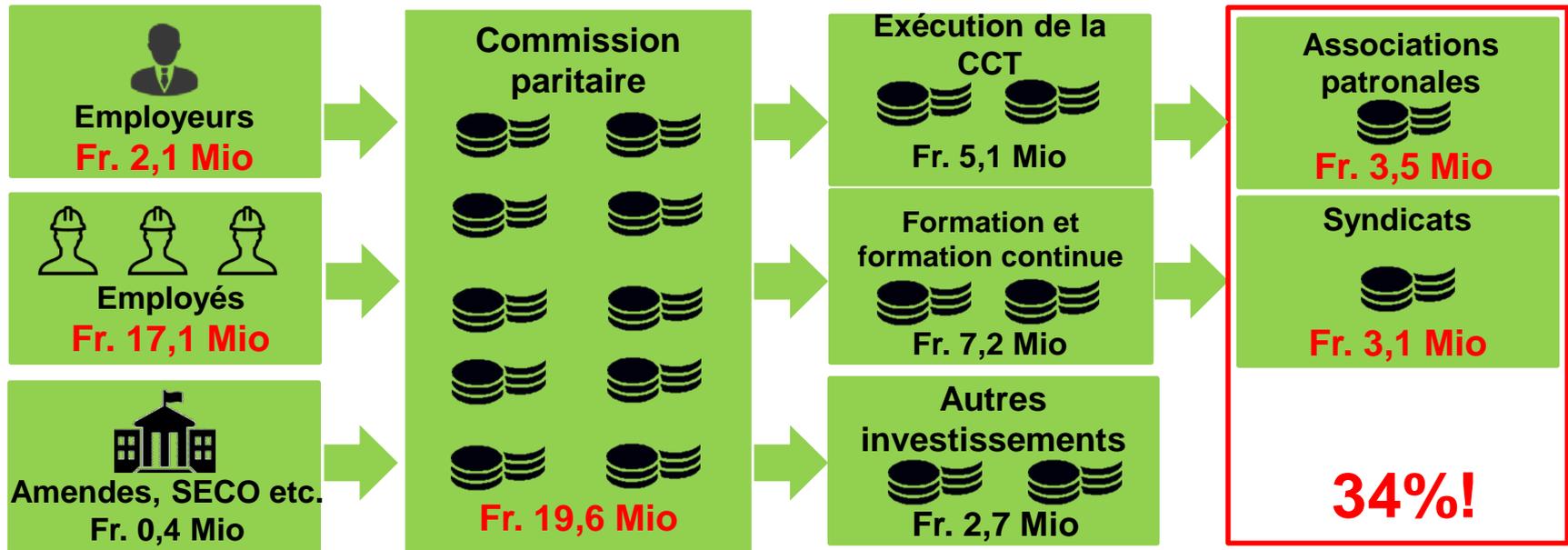
- a) Un degré d'organisation des membres d'au moins 50 pourcent au sein de la branche du transport et de la logistique**
- b) Une assurance du financement de l'association**
- c) Une préservation de ses sources de revenus**

→ Résumé:

- Partenariat social actuel fructueux
- Ingérence totalement inutile d'une organisation étrangère à la branche
- NON Extension CCT / On veut régler des relations employeur entre nous et notre partenaire

Les CCT sont des machines à sous pour les associations patronales et les syndicats

CCT de l'hôtellerie et de la restauration

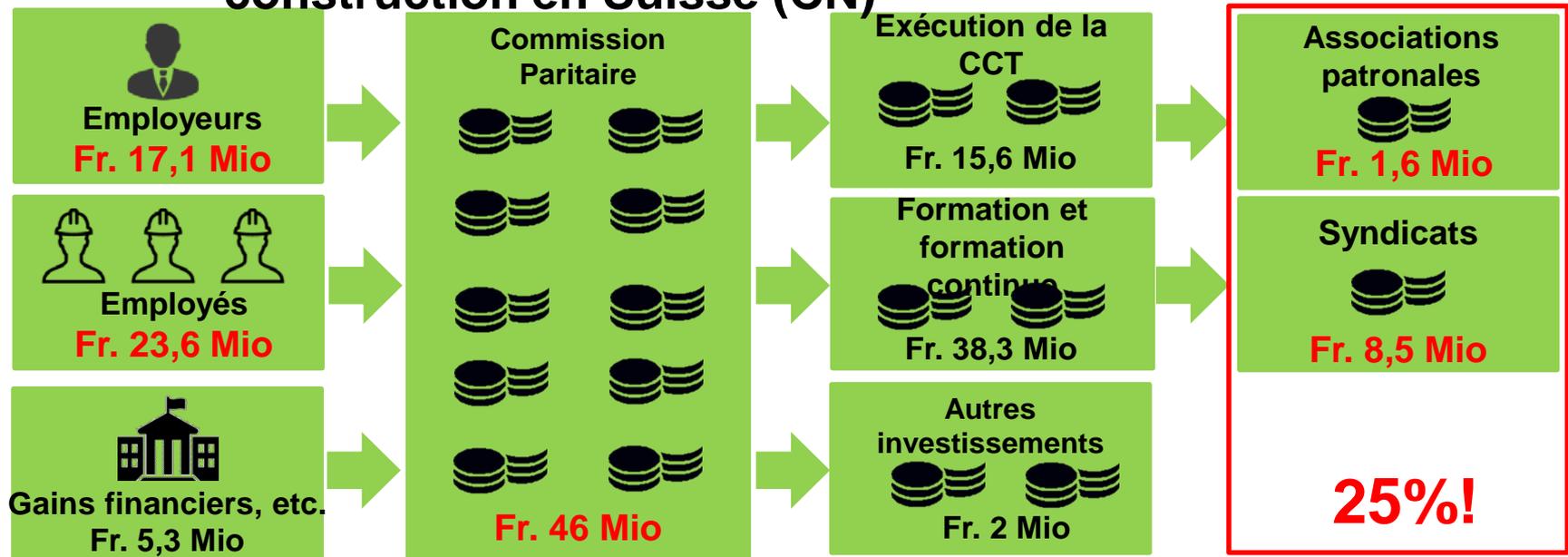


* En 2016, des réserves et des gains pour 4,6 millions de francs ont pu être effectués

➔ Les associations patronales et les syndicats s'enrichissent sur le dos des employeurs et des employés!

Les CCT sont des machines à sous pour les associations patronales et les syndicats

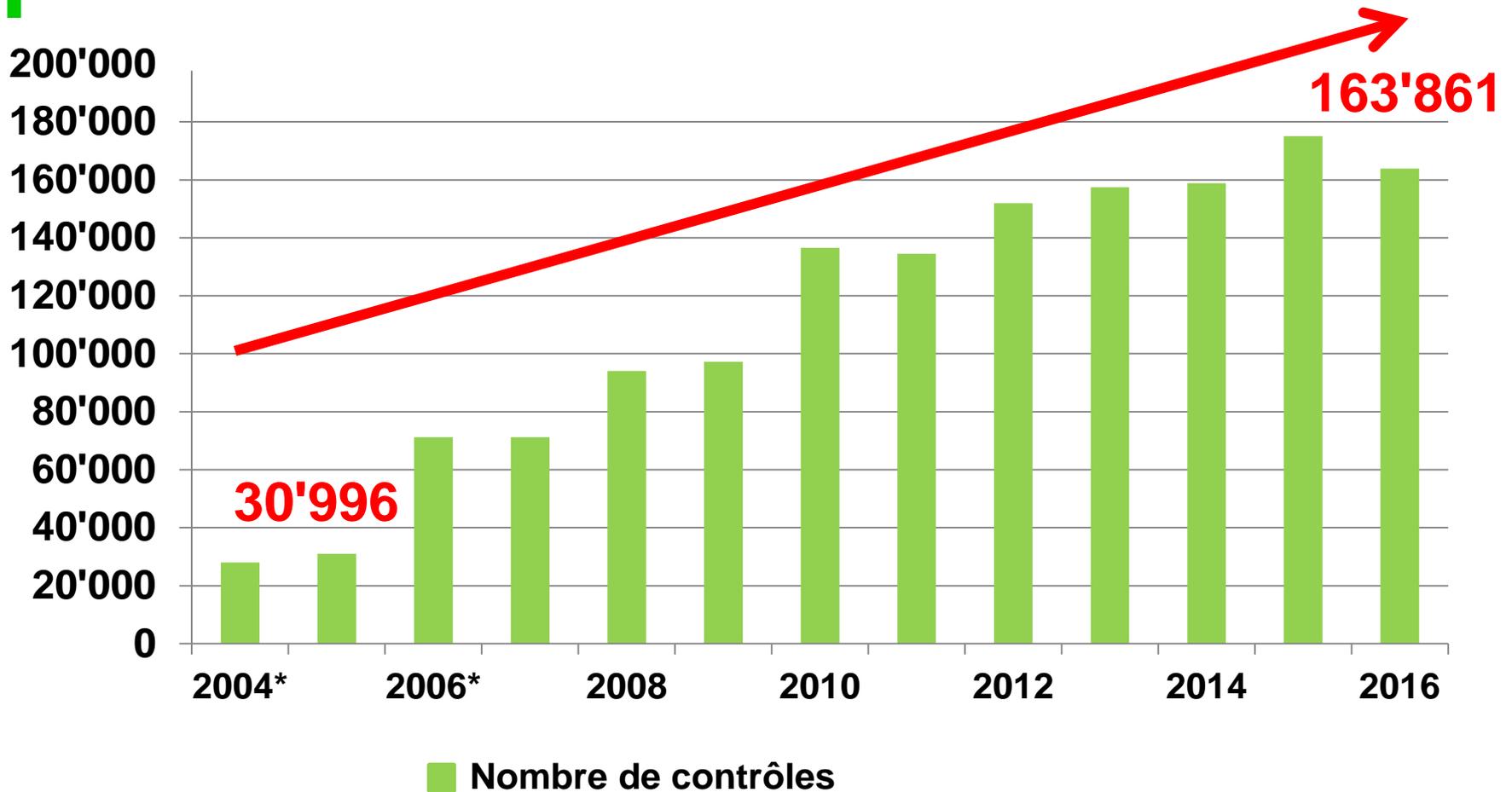
Convention nationale du secteur principal de la construction en Suisse (CN)



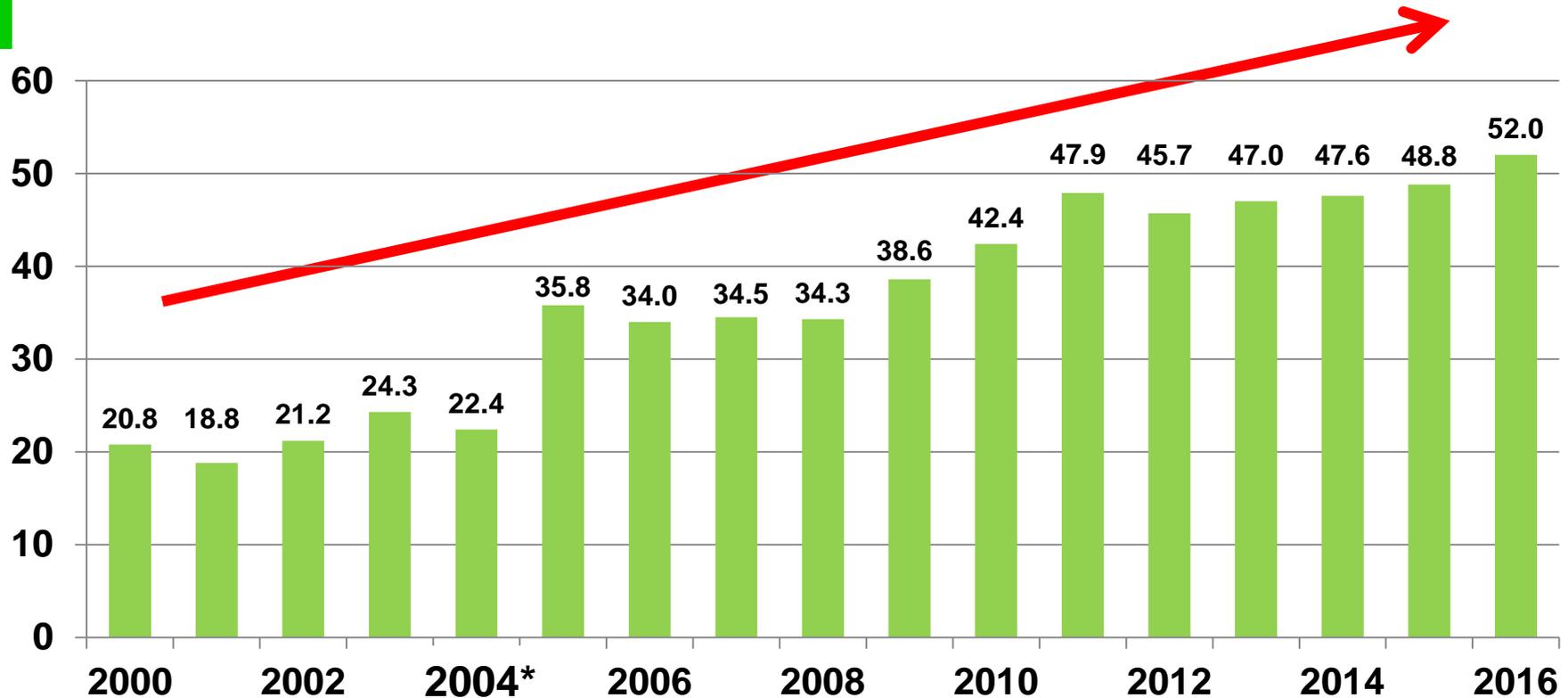
* Perte de 9,9 millions de francs en 2016

→ Les associations patronales et les syndicats s'enrichissent sur le dos des employeurs et des employés!

Forte augmentation des contrôles au travail au bénéfice des syndicats et asso. patronales



Le chômage comme machine à sous – les syndicats profitent aussi ici !

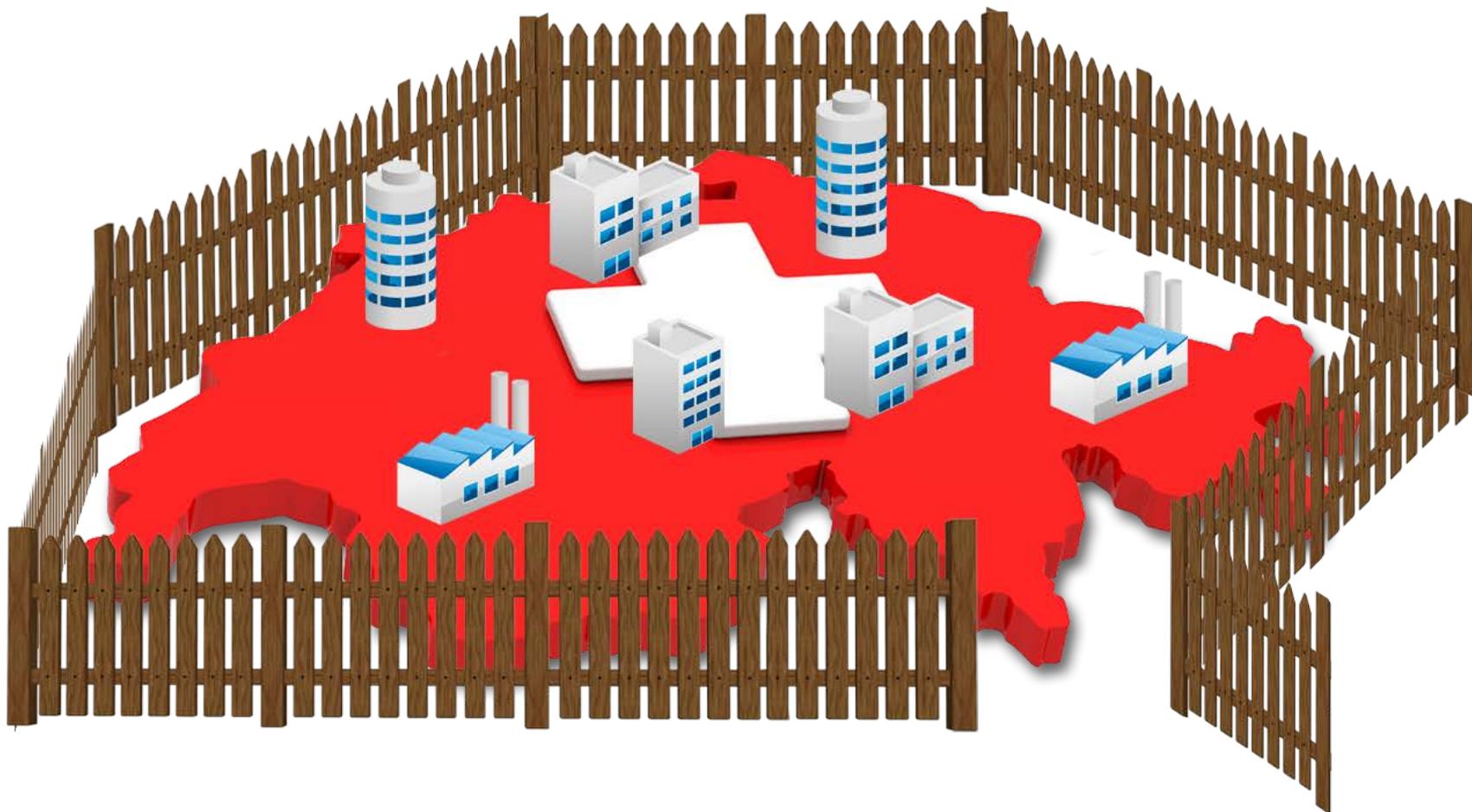


* Ab 2004 Zusammenschluss zur Unia

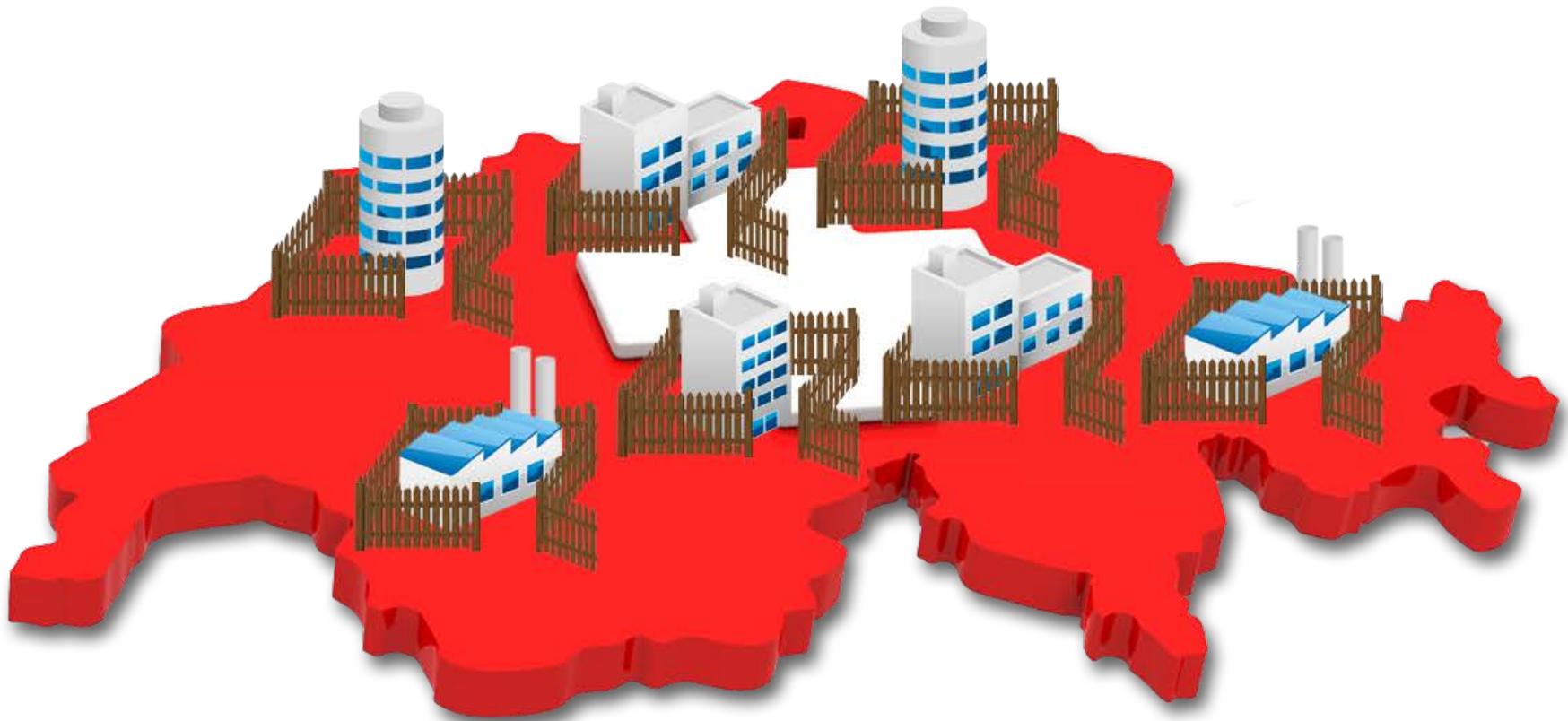
■ Charges administratives de la caisse de chômage Unia en millions de CHF

→ Pour chaque chômeur, les syndicats gagnent de l'argent

La Suisse avant l'introduction de la libre circulation des personnes (2002)



La Suisse avec la libre circulation des personnes et les mesures d'accompagnement



Et l'argent coule à flots pour les syndicats et les associations patronales



Conclusion: les conséquences de l'ALCP

- Plus d'étrangers, plus de chômeurs étrangers
- Destruction du marché libéral du travail
- Centralisation/étatisation du droit du travail
- Mise sous tutelle des employeurs et employés
- Les exigences de la gauche bénéficient d'une déclaration de force obligatoire générale (contre la volonté des électeurs)
- Les associations patronales et les syndicats tirent un bénéfice financier
- Les employés passent à la caisse (prix élevés, coûts de la vie)

Que faut-il faire ?

- **Renégocier l'ALCP/ supprimer les mesures d'accompagnements**
→ Initiative de limitation
- **Aucun renforcement (quorum) des CTT CCT**
- **Aucun élargement des CTT CCT**
- **Renforcer la position d'autres représentants des employés (pas seulement les syndicats)**
- **Etendre la loi sur les cartels au marché du travail**



Pour une Suisse forte